

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DISCOURS DU

Représentant de Son Excellence Abdelaziz BOUTEFLIKA

**PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

Le Dr Saïd BARKAT

**A L'OCCASION DE LA CONFERENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SECURITE
ALIMENTAIRE MONDIALE ET LES DEFIS DES BIOENERGIES ET DU
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Rome, 3-5 juin 2008

**Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour
l'Alimentation et l'Agriculture
Excellences, Mesdames et Messieurs.**

L'occasion qui nous est donnée aujourd'hui de nous rencontrer en cette auguste assemblée, pour débattre du problème fondamental de la sécurité alimentaire mondiale coïncide avec un contexte de crise qui met en péril les grands équilibres écologiques, économiques et sociopolitiques de notre planète et de nos sociétés.

Il nous échoit dès lors de dissiper une inquiétude qui ne cesse de grandir, de clarifier des enjeux qui restent complexes et de donner des raisons d'espérer à nos populations, en bute au doute et à l'incompréhension face à un monde qui n'a jamais atteint un tel niveau de progrès mais qui, paradoxalement, est marqué par de fortes incertitudes.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs.**

« La faim du monde », « un tsunami alimentaire », « la guerre des tortillas », « un crime contre l'humanité », « la folie des agrocarburants », « la bombe écologique à retardement », « les réfugiés climatiques », « le climat menace la sécurité mondiale », ce sont là les expressions les plus usitées, mais surtout les plus pertinentes pour qualifier la situation qui prévaut aujourd'hui dans le monde.

La pression démographique, le changement climatique et la production massive d'agrocarburants sont, dès lors, les principaux facteurs qui déstructurent les systèmes agricoles et aggravent l'insécurité alimentaire.

Le doublement des prix des denrées alimentaires au cours des trois dernières années affecte des millions de personnes dans les pays en développement où les populations les plus pauvres consacrent déjà 50 à 80% de leur revenu familial pour leur alimentation.

La production massive et le développement globalisé des agrocarburants pèsent, assurément, sur la balance alimentaire mondiale et aggravent ses déficits. En 2007, 100 millions de tonnes de produits agricoles ont été consacrés aux agrocarburants.

Ainsi, la poursuite du développement industriel des agrocarburants entraînera inéluctablement le transfert d'importantes quantités d'eau et de vastes territoires utilisés pour les cultures et de grandes étendues forestières – véritables « puits à carbone » – vers la production de matières premières énergétiques.

Existe-t-il seulement des arguments recevables pour justifier une telle frénésie ? Aucune des justifications affichées n'a, jusqu'à présent, résisté ni à la polémique, ni au scepticisme. Au contraire, elle suscite de fortes incertitudes scientifiques, de réelles appréhensions sociales et une condamnation éthique et morale unanime.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs**

Afin de dissiper les peurs diffuses et les inquiétudes sourdes générées par un monde en transition et une globalisation qui s'avère insuffisamment maîtrisée, nous devons, fonder notre action sur deux principes cardinaux : *la responsabilité et la précaution*.

La responsabilité, dans un monde globalisé et interdépendant, est d'abord l'affaire de tous. Elle ne peut s'accommoder de décisions unilatérales dont les conséquences peuvent être la condamnation à terme de centaines de millions d'êtres humains aux affres de la faim et de la malnutrition.

Si nous devons aujourd'hui réaffirmer notre foi dans le progrès scientifique, nous pouvons également admettre **par précaution**, que la question de sa maîtrise et de ses finalités reste posée en des termes sans cesse renouvelés. Ceci est particulièrement vrai pour les sciences du vivant qui concernent à la fois la survie des hommes et l'intégrité de leur environnement

A l'aube de ce 21^{ème} siècle, l'humanité est confrontée à de multiples défis. Qu'ils soient d'ordre climatique, environnemental, démographique, énergétique ou agricole, ils se posent avec la même acuité et s'intègrent dans une relation dialectique et d'interdépendance qu'il nous incombe de clarifier afin d'en identifier les mécanismes et d'en apprécier l'ampleur et la portée.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs**

Pour répondre aux nombreux questionnements qui nous interpellent, il est important de clarifier certaines notions telles la « bioénergie » et « l'énergie renouvelable » qui recouvrent des catégories aussi distinctes que les biogaz, les énergies éolienne et solaire ou les agrocarburants. Cet effort de différenciation nous permettra de définir nos priorités, d'affiner nos choix et d'arrêter des stratégies communes pour l'avenir.

De la même manière, la crise actuelle a révélé et mis en exergue les limites opératoires du concept de sécurité alimentaire, du moins tel qu'il a été appréhendé et défini lors du sommet mondial de l'alimentation de 1996. Nous estimons que ce concept doit être réapprécié, de manière consensuelle, à la lumière des bouleversements qui semblent se dessiner et, éventuellement, à l'occasion d'un prochain sommet mondial de l'alimentation.

Les bouleversements en cours ont aussi montré l'extrême fragilité et la permissivité des zones de grande précarité qui s'avèrent insuffisamment préparées pour affronter les rigueurs et les dysfonctionnements du marché mondial. C'est pourquoi il faut concevoir, pour des raisons à la fois éthiques, économiques et de sécurité, la possibilité de leur déconnexion transitoire de ce même marché mondial, seule alternative pour le développement des cultures vivrières.

En matière de vulnérabilité aux changements climatiques, les résultats obtenus restent en-deçà des défis auxquels de nombreuses régions du monde sont confrontées. La généralisation des études d'impacts à l'ensemble de ces régions nous semble devoir constituer une des principales priorités de la conférence des parties à la convention climat.

Pour conclure mon propos, je voudrais vous faire part de ma crainte de voir s'installer de manière durable la défiance des peuples à l'endroit des mécanismes régissant le commerce mondial et de l'idée même que l'ouverture des marchés puisse être un facteur de croissance, de prospérité et de bien-être partagé. La communauté internationale ne peut continuer à produire des discours contradictoires au risque de devenir totalement inaudible et d'écorner sérieusement sa crédibilité.

J'espère que les décisions qui seront adoptées lors de cette conférence répondront à l'attente de nos peuples et contribueront à la préservation de notre planète et à sa protection.

Je vous remercie.